

« Un cancer du sein diagnostiqué au stade IV coûte 93.400 euros, contre 10.600 euros au stade I : les vraies économies de santé sont dans le diagnostic précoce »

Plutôt que de nouvelles baisses de tarifs, le président de la Fédération nationale des médecins radiologues plaide pour des économies durables, fondées sur le dépistage et la pertinence des examens.

Chaque automne, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale cherche des milliards. Et la même recette revient : baisser les tarifs des actes, uniformément, en espérant que la dépense suive. Sur l'imagerie médicale, cette recette a épuisé ses effets. Nous proposons une autre voie, mesurable : dépenser mieux en diagnostiquant plus tôt.

Un chiffre, d'abord : l'imagerie représente environ 3 % des dépenses d'assurance maladie, près de 6 milliards d'euros sur 265. Cette part modeste conditionne pourtant la majorité des diagnostics et des décisions thérapeutiques. C'est là-dessus que l'on veut économiser. Le résultat est écrit d'avance : des maladies découvertes plus tard, et plus chères à soigner.

Pour un budget du dépistage sanctuarisé

Le cancer du sein en donne la mesure. Selon le Livre blanc de la SIFEM et de la SFSPM, la prise en charge d'un cancer diagnostiqué au stade IV coûte 93.400 euros, contre 10.600 euros au stade I. C'est neuf fois plus. Or la participation au dépistage organisé plafonne en France à 45,6 %, loin de la cible européenne de 70 %.

Chaque point gagné, ce sont des cancers traités plus tôt et à moindre coût. Nous demandons que le budget du dépistage soit sanctuarisé dans une enveloppe de prévention, distincte des dépenses de soins. Cet argent-là s'autofinance.

Un patient en arrêt attend parfois plusieurs semaines son examen. Pendant ce temps, l'Assurance maladie verse des indemnités.

,

Les délais d'attente coûtent cher, eux aussi. Un patient en arrêt de travail pour une pathologie ostéoarticulaire attend parfois plusieurs semaines son examen. Pendant ce temps, l'Assurance maladie verse des indemnités journalières. Avec la caisse primaire des Landes, nous expérimentons une filière courte qui garantit l'imagerie en quinze jours pour ces patients.

Lire aussi :

TRIBUNE - « La France n'a plus les moyens d'avoir une population en mauvaise santé, seule la prévention sauvera son modèle social »
<https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/la-france-na-plus-les-moyens-davoir-une-population-en-mauvaise-sante-seule-la-prevention-sauvera-son-modele-social-2222320>

TRIBUNE - « La grippe coûte 2 milliards par an, son vaccin seulement une fraction » : pourquoi il faut prévenir plutôt que guérir
<https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/la-grippe-coute-2-milliards-par-an-son-vaccin-seulement-une-fraction-pourquoi-il-faut-prevenir-plutot-que-guerir-2195187>

Un diagnostic plus rapide, c'est un arrêt plus court. Nous estimons à 140 millions d'euros par an les indemnités récupérables sur ces seules pathologies. L'expérimentation, validée avec la CNAM, produira des données. Nous les publierons, quelles qu'elles soient.

Il y a enfin la radiologie interventionnelle. Guidés par l'image, sous anesthésie locale, ces gestes évitent souvent une chirurgie lourde : moins d'hospitalisations, une convalescence raccourcie. Le patient y gagne, les comptes sociaux aussi.

320 millions d'euros d'examens évitables

Notre profession ne demande pas un chèque, elle prend sa part. Notre plan de pertinence cible 320 millions d'euros d'examens évitables sur l'épaule, le rachis, le genou et les céphalées, avec les médecins prescripteurs.

Et il faut rappeler une singularité française : les radiologues libéraux équipent le pays en scanners et en IRM sur leurs fonds propres, sans subvention publique. Là où un cabinet d'imagerie ferme, rien ne le remplace.

Le PLFSS 2027 se prépare. Le Parlement choisira entre une décote de plus, qui soulagera les comptes un an, et un investissement dans le diagnostic précoce dont les économies se cumulent. Nous viendrons au débat avec des propositions et des données. Mieux soigner et moins dépenser vont de pair, dès lors que l'on regarde le parcours du patient plutôt que le tarif de l'acte.

Le Dr Eric Chavigny est président de la Fédération nationale des médecins radiologues (FNMR).

par Eric Chavigny

